Solidarité Nous avons appris que, ce samedi 29 octobre 2016, ce sont à nouveau plus de 10 000 fonctionnaires qui ont été limogés par un décret-loi promulgués dans le cadre de l'état d'urgence en Turquie. Parmi eux : – 1267 universitaires, dont une vingtaine de signataires de la « pétition pour la paix », plusieurs membres du syndicat de l'enseignement Egitim-Sen et plusieurs professeur.e.s de gauche ; – 2219 fonctionnaires de l'Éducation Nationale, – dont 528 membres d'Egitim-Sen, qui avaient été suspendus il y a quelques semaines. Il s'agit d'une nouvelle étape après la suspension par décret, le 8 septembre 2016, de 11 285 enseignant.e.s, dont 4 300 étaient en poste à Diyarbakir, principale ville du kurdistan en Turquie. Les suspensions comme les licenciements d'enseignant.e.s touchent principalement les départements du Kurdistan et le syndicat Egitim-Sen, avec lequel Solidaires travaille depuis plusieurs mois maintenant. Ainsi les 528 enseignant.e.s membres d'Egitim-Sen renvoyés ce 29 octobre exerçaient tout.e.s au Kurdistan (100 à Diyarbakır, 59 à Antep, 53 à Dersim, 57 à Van, 41 à Şırnak, 33 à Urfa, 34 à Siirt, 33 à Muş, 52 à Mardin, 55 à Malatya, 9 à Hakkari.) Un autre décret-loi publié le même jour a également fermé 13 agences de presse (DIHA, agence de presse kurde, JINHA agence de presse des femmes dont toutes les contributrices sont des femmes) journaux (Azadiya Welat, journal en langue kurde) et revues kurdes. Il s'agit d'une énième atteinte grave à la liberté de la presse, après la fermeture du journal Özgür Gündem, la fermeture de 23 chaînes de télévision et stations de radios kurdes (dont Zarok TV, une chaîne diffusant exclusivement des programmes pour enfants en différentes langues kurdes), l'interdiction de Med-Nuçe avec la complicité d'Eutelsat, opérateur français de diffusion, qui a agi sur ordre direct du pouvoir turc. **Plus que jamais, la solidarité…** Ainsi toutes les informations qui nous arrivent montrent que la situation ne fait qu'empirer, et ce par rapport à ce que nous avions déjà pu recueillir lors des délégations partis en 2014 et 2015 qui faisaient part de nombreuses inquiètudes. L'absence de réactions sérieuses de l'Union européenne ne fait qu'ajouter à nos craintes. Sans compter que nous sommes directement concernés par une situation qui a des répercutions dans la guerre en Syrie, et donc sur l'Europe. Solidaires exprime sa solidarité et son soutien, et s'engagera dans le soutien à l'accueil de ceux qui voudraient se réfugier en France. Nous appuierons toutes les initiatives de soutien, plus spécifiquement syndicales. La solidarité internationale est plus que jamais vitale et précieuse en ces temps sombres pour les syndicalistes, les Kurdes et toutes celles et ceux en Turquie et au Kurdistan qui résistent au fascisme et luttent pour la paix, pour une société égalitaire, libre et solidaire.

Documents joints

Solidarité